

CRISE ÉPIDÉMIQUE, CRISE ÉCONOMIQUE : D'UNE CRISE À L'AUTRE

Par Bruno Bensasson

Membre du conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique,
directeur exécutif groupe en charge du pôle Énergies renouvelables chez EDF.



Dans un mouvement d'une rare universalité, la très grande majorité des pays, autoritaires ou démocratiques, religieux ou laïques, émergents ou développés, ont pris des mesures radicales de confinement afin de freiner l'épidémie de Covid-19. Mais fallait-il imposer de telles mesures et perdre par exemple en France de l'ordre de 10 % de la production de 2020 en vue d'éviter un bilan sanitaire encore plus lourd ? Ce choix entre crise épidémique et crise économique reste vif dans certains pays, aux États-Unis et au Brésil notamment, moins en France. Que doit-on en penser ?

Abordons tout d'abord le sujet par l'angle économique. Contrairement à une représentation commune, l'économie n'a pas pour but ultime la production de biens : elle a pour objet de satisfaire les besoins des individus en dépit de la rareté des ressources (la matière et le temps). Produire des voitures n'est qu'un moyen au service d'un but – se déplacer pour le travail ou le plaisir –, pas le but ultime. Or, comme l'a souligné le psychologue Abraham Maslow, être en bonne santé fait partie des aspirations premières des gens – à la base de la *pyramide* des besoins individuels, comme boire, manger, se chauffer, etc. –, avant de pouvoir se rendre au restaurant, au théâtre ou partir en voyage. Ainsi, même en temps normal, nous consacrons en France de l'ordre de 10 % du produit intérieur brut (PIB) – c'est-à-dire des facteurs de production,

travail et capital – à la production de biens (médicaments, hôpitaux) et de services (soins médicaux) de santé, ce qui donne un ordre de grandeur de l'importance de ce domaine. Du reste, les Français ne consacrent qu'une petite part de leur temps, de plus en plus petite, à travailler, ce qui montre que le reste leur importe aussi : depuis 1970, le temps de travail par an et par travailleur a baissé de 17 % pour atteindre 1 600 heures, 650 heures si on se rapporte à la population totale, soit 8 % de nos vies ! C'est moins que la plupart de nos voisins (à raison de la durée hebdomadaire du travail, de l'âge de départ en retraite...).

Quoi qu'il en soit, hors d'un imaginaire « gouvernement des économistes » ou d'une « éocratie » qui est loin de menacer la France, il n'appartient pas à la science économique de dicter ses lois à la politique, pas même à la politique économique. Elle peut juste lui apporter des outils pour arriver à ses fins, qui restent fondamentalement politiques, au sens noble du terme. En particulier, la science économique ne peut pas déterminer s'il vaut mieux sacrifier, pour le bénéfice de tel groupe d'individus, la santé, voire la vie de tel autre groupe, ou pas : il y a une infinité d'optimums possibles, si, avec l'économiste Vilfredo Pareto, on appelle « optimum » une situation dans laquelle on ne peut plus améliorer le sort de quiconque sans affecter celui d'un autre.

En revanche, la science économique peut bâtir des outils pour donner une valeur monétaire à une vie ou à une année de vie statistiques si des choix politiques le requièrent. On aimerait que ce ne soit jamais le cas, mais, *de facto*, si « la santé n'a pas de prix, elle a un coût ». Pour dimensionner, à froid, des investissements en santé publique ou en sécurité routière, ces outils s'avèrent utiles. Certains se fondent sur la capacité productive des gens. C'est à mon avis confondre le moyen – produire – et le but – satisfaire les gens – de l'économie que le politique doit poursuivre. Qui plus est, pris à la lettre, de tels fondements suggéreraient des conclusions abominables si on mesurait à cette aune la valeur sociale de la vie de personnes retraitées ou juste inactives. D'autres, plus justes à mon sens, se fondent sur la valeur monétaire que les individus eux-mêmes donnent implicitement à leur vie dans leurs choix, quand ils engagent des dépenses pour protéger leur santé ou se soigner ou, au contraire, quand ils choisissent de prendre des risques pour la santé, par exemple pour gagner du temps en conduisant plus vite ou pour prendre du plaisir à fumer.

Toute considération morale mise à part, ces études estiment la vie d'un Français à 3 millions d'euros et celle d'une année de vie sauvée à 100 000 euros. Même à ce compte, il reste délicat d'apprécier le coût humain qu'aurait eu un laisser-faire, tant les incertitudes épidémiques sont grandes, et mêmes radicales quand on considère les taux de contagion, d'immunité ou de mutation du virus.

Je m'y aventure néanmoins à partir de chiffres parus dans une étude récente¹ : le laisser-faire aurait pu aboutir à la contamination de 66 % de Français (taux dit d'immunité collective), donc, à raison d'un taux de mortalité extrapolé de 0,5 %, à 200 000 décès additionnels, soit, pour une espérance de vie de 10 ans à l'âge de 80 ans, âge moyen des victimes décédées du virus, 2 millions d'années perdues ou 200 milliards d'euros². Ce chiffre n'est qu'un ordre de grandeur, qui se trouve être voisin des 10 % de PIB perdus, soit 240 milliards d'euros. Mais ces 240 milliards deviendront peut-être 350 milliards si la crise économique se prolonge et ces 200 milliards auraient peut-être été 500 milliards, à défaut d'immunité acquise, ou 100 milliards, si l'on avait appliqué non pas un laisser-faire total mais un minimum de mesures barrières (confinements ciblés, distanciation, masques, etc.).

Pourquoi de tels outils, qui peuvent aider à prendre des décisions à froid, à dimensionner un stock de respirateurs ou à fixer une limitation de vitesse, n'ont-ils pas été utilisés à chaud ? Parce que l'incertitude était trop grande, parce que le calcul est insupportable, parce que nos valeurs morales excluent de sacrifier des vies et visent le zéro mort ?... Aux politologues de l'expliquer. En toute subjectivité, si ce confinement ne nous prive au final que de 10 % de PIB annuel, cela ne me paraît pas trop pour garder notre part d'humanité, de dignité et le respect dû à nos aînés. Par ailleurs, 10 % de production, n'est-ce pas ce à quoi nous avons renoncé collectivement depuis vingt ans, en France, en passant de 39 à 35 heures travaillées par semaine ? La priorité est désormais de s'assurer qu'on ne perde pas aussi 10 % sur 2021, que l'activité, qui a baissé en France jusqu'à 40 % en avril 2020 par rapport à avril 2019, se redresse le plus vite possible par un effort de tous (salariés, investisseurs, contribuables...) et par des politiques appropriées pour, d'une part, préserver l'offre en évitant les liquidations d'entreprises viables et, d'autre part, soutenir la demande.

Pour terminer sur une note positive, notons que la science économique, quoique encore jeune, a fait sur ces sujets politiques des progrès importants depuis 1929, lesquels ont déjà permis aux banques centrales de jouer un rôle positif sur le front monétaire (au contraire de 1930). Espérons qu'elle nous aide aussi à répondre à présent à quelques grandes questions du moment, sur les intérêts et les risques d'un protectionnisme plus ou moins bien ciblé, sur le dimensionnement, l'efficacité comparée et le financement des mesures de relance ou sur les moyens d'atteindre les cibles fixées d'inflation des prix et salaires.

Ce texte a été rédigé le 23 mai 2020, actualisé et publié le 28 juillet 2020.

1. Voir Henrik Salje et al., « Estimating the burden of SARS-CoV-2 in France », *Science*, vol. 369, n° 6500, 10 juillet 2020, p. 208-211 (<https://science.sciencemag.org/content/sci/369/6500/208.full.pdf>).

2. On parle ici de la valeur statistique des années de vie qui ont été sauvées :

2 millions d'années de vie perdues multipliées par 100 000 euros = 200 milliards d'euros.